

Pouvoir politique et économie mondiale : une esquisse théorique

Political Power and the World Economy: Outline of a Theoretical Perspective

Gilles BRETON

Volume 15, Number 1, avril 1983

L'état et la Société

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/001105ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/001105ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Presses de l'Université de Montréal

ISSN

0038-030X (print)

1492-1375 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this note

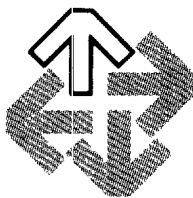
BRETON, G. (1983). Pouvoir politique et économie mondiale : une esquisse théorique. *Sociologie et sociétés*, 15(1), 141–154.
<https://doi.org/10.7202/001105ar>

Article abstract

The object of this paper is to demonstrate the importance of state intervention on the national level in the development of world economy, and of the increasing extent to which the politics of the nation state are determined by the international division of labor. The author develops his analysis of the relationships between political power and world economy in three stages. After an update of the main transformations of world economy since the Second World War, and a rapid overview of the literature on the relationships of the state to world economy, he proposes his own reformulation of the problem around two main axes : on the one hand, political internalization, by which he means that state policies result from the coming together of internal factors (configurations of class struggles of the society in question) and external ones (contradiction of the international division of labor) ; and, on the other hand, the necessity of a theory of differentiation which can account for the place which each social formation and each state occupies in the world economy.

Note de recherche

Pouvoir politique et économie mondiale : une esquisse théorique *



GILLES BRETON

Une question fort simple est à l'origine du présent article : peut-on encore aujourd'hui analyser l'intervention économique de l'État national sans tenir compte des contradictions de l'économie mondiale ? La réponse est évidemment négative puisque les politiques économiques actuelles de gestion de crise — et non de sortie de crise — mises de l'avant par l'ensemble des États, aussi bien ceux du « Nord » que ceux du « Sud », visent essentiellement à desserrer les contraintes structurelles non pas d'économies nationales en crise, mais d'économies nationales en crise inscrites, articulées à une économie mondiale... elle-même en crise.

Si la présente crise mondiale suscite une intense réflexion sur la remise en cause de la forme État national sous laquelle s'exerce le pouvoir d'État, force est de constater que les transformations structurelles de l'économie mondiale depuis la Seconde Guerre mondiale avaient déjà amplement contribué à alimenter le débat sur la nature des rapports pouvoir politique/économie mondiale.

C'est précisément cette dernière dimension qui nous intéressera ici. L'objet du présent texte vise à montrer que les modifications structurelles qu'a connues l'économie mondiale jusqu'au début de la crise constituaient déjà une contrainte de plus en plus déterminante sur le rôle et l'action de l'État national. C'est à partir de la proposition générale suivante que nous structurerons notre analyse : compte tenu de la prédominance des facteurs internes (état des rapports de classes, stade du développement du capitalisme, etc.) sur les facteurs externes (la nature des contradictions de l'économie mondiale

* L'analyse présentée dans cet article est développée et approfondie dans notre thèse de doctorat de 3^e cycle : *Pouvoir politique et internationalisation du capital : l'exemple canadien, 1957-1975 ; une introduction*, Paris, novembre 1981.

et de la division internationale du travail) dans le couple Économie mondiale/Formation sociale nationale, nous postulons que les rapports pouvoir politique et l'internationalisation du capital¹ se matérialisent dans une prise en charge par l'État des intérêts du capital étranger, c.-à.-d. par l'intériorisation politique de ce dernier.

Nous développerons notre argumentation en deux temps. Après avoir très rapidement mis à jour les modifications les plus importantes qu'a connues l'économie mondiale depuis la Deuxième Guerre mondiale jusqu'au début des années 70, une brève revue de la littérature nous permettra de faire le point sur le débat théorico-politique État/économie mondiale. Par la suite, nous proposerons notre propre reformulation de cette question dont les deux axes principaux sont l'intériorisation politique et le rôle dynamique et central joué par l'État dans l'évolution même de l'économie mondiale.

Deux remarques s'imposent avant d'entrer dans le vif du sujet. L'esquisse théorique proposée ici concerne exclusivement les états des pays développés, c'est-à-dire des métropoles impérialistes, fussent-elles «secondaires». Nous ne prétendons pas que cette proposition, que nous avons élaborée pour étudier la situation canadienne, puisse convenir aux États de pays qui occupent le pôle dominé dans la chaîne impérialiste. L'occidentalisme est à éviter partout y compris et surtout dans le champ de la théorie.

D'autre part, l'analyse des rapports État/économie mondiale ne peut en aucune façon se réduire à l'étude des seules conséquences sur le pouvoir politique de l'expansion mondiale des rapports de productions capitalistes. Pour éviter cet écueil qui, pour ne pas le nommer, est l'économisme, l'analyse doit montrer que l'État est à la fois agent et reflet, exprime et produit le mode spécifique d'accumulation qui caractérise une société articulée à l'économie mondiale. En d'autres termes, cela revient à dire que, si dans l'analyse des rapports État/classes dominantes, on doit montrer le rôle et la place de l'État dans la constitution même de la domination de classe et ne pas se limiter à poser l'existence préalable d'une classe dominante «utilisant» l'État, de même, dans l'étude des rapports État/internationalisation du capital, on ne peut examiner cette relation dans un seul sens, et considérer l'internationalisation comme une donnée *a priori* qui modifierait unilatéralement l'action de l'État.

Concrètement, cela signifie le rejet de toute approche qui postule que le maintien et la reproduction de la domination politique de classe que structure l'État est déterminée de manière mécanique et univoque par la seule dynamique du procès de l'internationalisation du capital. Nous devons plutôt utiliser une démarche qui *conjugue* l'extension mondiale des rapports capitalistes à la configuration des rapports et luttes de classes qui façonnent toute formation sociale.

1. SUR L'ÉCONOMIE MONDIALE

Pour bien cerner la nature des rapports État/économie mondiale, il nous faudrait évidemment proposer une analyse exhaustive des grandes modifications qu'a connues cette dernière depuis la Seconde Guerre mondiale. Cependant, pour les fins du présent texte, nous nous limiterons à en rappeler les principales.

La première et la plus importante de ces transformations est bien sûr l'instauration de l'hégémonie américaine au sein du bloc impérialiste occidental. Mout d'indices statistiques peuvent en rendre compte. Qu'il suffise de rappeler ici que des 165 milliards de capitaux investis à l'étranger en 1971, 85 milliards, soit 52% sont d'origine américaine, qu'il y a 9 691 filiales américaines à l'étranger en 1973 et qu'on utilise de fait le dollar américain comme monnaie de change². À cela s'articule une hégémonie culturelle³ et politico-militaire qui va de l'intervention militaire directe ou «encouragée» au contrôle sur certaines grandes organisations internationales financières ou monétaires.

1. Nous utiliserons économie mondiale, internationalisation du capital et division internationale du travail de façon indifférenciée tout au long de ce texte.

2. Pour plus de détails, voir G. Breton, *op. cit.*, p. 17 et s.

3. Sur ce point, voir l'excellent ouvrage de Y. Eudes, *La Conquête des esprits. L'appareil d'exportation culturelle américain*, François Maspero, Paris, 1982.

Cependant, cette hégémonie doit être périodisée puisqu'elle est remise en cause à partir du milieu des années 60. À la détérioration de la position du dollar américain qui s'est traduite par les mesures d'inconvertibilité de ce dernier en août 1971, s'ajoute l'augmentation continue des investissements européens et japonais à l'étranger qui fait diminuer la part américaine dans le capital total investi à l'étranger, entre 1967 et 1971, de 55 à 52%. De même la crise du pétrole, l'évolution de la balance des paiements, la diminution de la part du P.N.B. américain dans l'ensemble du P.N.B. des pays de l'O.C.D.E. qui chute de 52,9% en 1960 à 40% en 1973, indiquent à leur manière la détérioration de la position américaine au sein de la chaîne impérialiste. À ces indices économiques s'ajoute un affaiblissement de la domination politico-idéologique américaine occasionné principalement par la défaite au Viet-Nam, l'essor des mouvements de libération dans les pays de la « périphérie », la montée de la gauche européenne et japonaise et l'accentuation des contradictions internes à la société américaine même⁴.

Seconde transformation majeure de l'économie mondiale : l'internationalisation du capital ne se limite plus aux seuls échanges commerciaux ; elle gagne le capital productif. Cela se traduit par la délocalisation de la production et a pour support matériel la résurgence du phénomène de la multinationalisation des firmes⁵.

C'est la dynamique propre du M.P.C., principalement les problèmes posés par la suraccumulation du capital qui nous permet de comprendre pourquoi l'internationalisation du capital s'étend au cycle du capital productif. La délocalisation de la production de la plus-value vers des formations sociales où le coût de la force de travail est moins élevé que dans les pays d'origine et la productivité du travail comparable apparaît comme une issue ou encore une contre-tendance à la suraccumulation du capital.

Dans la mesure où le haut niveau de développement des forces productives rend problématique d'accroître les taux de plus-value relative, la solution consiste à rechercher des zones où le taux de plus-value est plus élevé. Il s'agit donc de déplacer le processus productif vers des régions moins développées tout en gardant évidemment sa maîtrise⁶.

Si l'on prend l'exemple du capital américain investi à l'étranger, ce phénomène de la délocalisation se traduit par un double déplacement. D'une part son déplacement géographique, qui implique un délaissement de l'Amérique latine au « profit » de l'Europe occidentale et, d'autre part sectoriel, qui voit une augmentation croissante de la part du secteur industriel au détriment du secteur des matières premières, y compris le pétrole⁷.

Enfin, si ces différentes modifications de l'économie mondiale accentuent certes les relations d'interdépendance entre les économies nationales, elles n'en débouchent pas pour autant sur un processus d'uniformisation/homogénéisation des différentes formations sociales. Bref, si ces dernières se maintiennent et conservent une certaine autonomie relative, elles « n'existent » dorénavant qu'en tant qu'intégrée, articulée au complexe structuré qu'est l'économie mondiale. Nous reviendrons en conclusion sur les conséquences théoriques de cette position, à savoir la nécessité d'élaborer « une théorie de la différenciation des ensembles économiques appartenant à un univers commun : l'économie mondiale »⁸.

2. LE DÉBAT ÉTAT/ÉCONOMIE MONDIALE

Sur la base de cette analyse rapide des grandes modifications structurelles de l'économie mondiale, nous aborderons maintenant l'étude des rapports État/internationalisa-

4. Sur ce point, voir Manuel Castells, *la Crise économique et la société américaine*, Paris, « Politique », P.U.F., 1976. Plus particulièrement les chapitres où on retrouve une excellente analyse de l'état de la lutte des classes aux États-Unis.

5. Les travaux récents de C.A. Michalet portant sur la mondialisation des circuits monétaires et financiers complètent la trilogie multi-dimensionnelle de l'internationalisation du capital : capital commercial, productif et financier. C.A. Michalet, *Mondialisation des circuits monétaires et financiers et autonomie nationale*. Dans Henri Bourguivat, éd., *Internationalisation et autonomie de décision*, Economica, Paris, 1982, pp. 215-276.

6. C.A. Michalet, *le Capitalisme mondial*, Paris, P.U.F., « Économie en liberté », 1976, p. 225.

7. Sur ce point, voir G. Breton, *op. cit.*, pp. 19 et s.

8. Carlos Ominami, « Aperçu critique des théories du développement en Amérique latine », dans *Revue Tiers-Monde*, t. XX, n° 80, octobre-décembre 1979, pp. 725-746.

tion du capital. C'est par le biais de l'analyse du débat actuel entourant cette question que nous entreprendrons cette tâche. Vouloir rendre compte de toute la complexité de ce dernier nécessiterait un ouvrage en soi. C'est pourquoi, afin d'aller à l'essentiel mais au risque de pécher par amalgame, nous regrouperons les différentes contributions en trois grandes thèses, à savoir : 1) la thèse de l'affaiblissement de l'État-nation ; 2) la thèse du renforcement de l'État-nation ; 3) la thèse de l'intériorisation.

2.1. LA THÈSE DE L'AFFAIBLISSEMENT DE L'ÉTAT-NATION

Ce sont surtout Stephen Hymer et Robin Murray⁹ qui ont développé cette thèse qui implique, pour l'essentiel, une substitution de l'espace de la firme multinationale (F.M.N.) à celui de l'économie internationale avec comme conséquence la négation de l'État-nation.

Remettant à jour les thèses sur le super-impérialisme développées au début du siècle par Kautsky, Hymer affirme que ce sont les multinationales qui organisent le monde. Selon ce dernier, la structure du pouvoir à l'intérieur des F.M.N. détermine l'organisation du pouvoir à l'échelle mondiale, ce qui signifie que les espaces nationaux sont intégrés à l'organigramme de la firme comme de simples services administratifs et qu'ils perdent ainsi toute autonomie de gestion. Pour arriver à ce résultat, Hymer distingue trois niveaux de pouvoir au sein de la firme auxquels il fait correspondre trois types d'espaces nationaux. Au niveau trois, le plus bas de l'échelle, où l'on retrouve l'ensemble des tâches d'exécution et de gestion quotidienne, correspond la périphérie la plus sous-développée formée de pays qui offrent des ressources naturelles et une force de travail à bon marché. Le niveau deux, qui a pour tâche de coordonner et de contrôler le travail effectué au niveau trois, sera localisé à l'échelle mondiale dans les pays moyennement développés qui disposent de cadres moyens et de bons réseaux de communication. Enfin, le niveau un, où s'élabore les grandes orientations de la F.M.N. et où sont centralisés les moyens financiers, se retrouve dans les grandes places financières et informatives, c'est-à-dire dans les grandes métropoles. Au total donc, la hiérarchie du système de prise de décision des F.M.N. va se refléter dans la répartition géographique — régionale, nationale — de ses activités.

Toujours dans cette optique des F.M.N. qui organisent le monde, Robin Murray montre que le développement de ces dernières débouche sur une tendance au dépérissement de l'État-nation. Ainsi, il a écrit :

*There is accordingly a tendency for the process of internationalization to increase the potential economic instability in the world economy at the same time as decreasing the power of national governments to control economic activity even within their own borders. (...) I suggested that there was no necessary link between a capital and its state in the area of extension, that capital was rather a political opportunist, and that existing states often suffered a decrease in their powers as a result of internationalization. Thus while states may by their nature remain structurally opposed in economic rivalry, their powers, in terms of the capital they represent and the ability to perform economic functions, will vary. There these powers increase there need be no contradiction between a nation state and its extended capital. But weaker states in a period of internationalization come to suit the interests neither of their own besieged capital nor of the foreign investor*¹⁰.

Selon Murray, tout État est responsable des six fonctions économiques suivantes :

- la garantie des droits de propriété ;
- la garantie des conditions d'une économie libre et concurrentielle ;
- la régulation économique ;
- l'approvisionnement en inputs : travail, capital, technologie, infrastructure... ;

9. Stephen Hymer, «The Multinational Corporation and the Law of Uneven Development», dans J.N. Bhagwati (édit.), *Economics and World Order*, 1972, pp. 113-140. Robin Murray, «The Internationalisation of Capital and the Nation State», dans Hugo Radice, (édit.), *International Firms and Modern Imperialism*, Penguin Books, 1975, pp. 107-134. Ces deux auteurs peuvent être rattachés à une «école» qui analyse l'économie mondiale dans la perspective d'un super-impérialisme américain intégrant de façon pacifique les formations dominées. Les principaux représentants de cette école sont Baran, Sweezy, Magdoff, Nicolaus, Jalée, etc.

10. R. Murray, *op. cit.*, pp. 132-133.

- le maintien d'un consensus social; et
- la gestion des relations extérieures du système capitaliste.

Constatant un écart croissant entre l'espace de la souveraineté nationale et celui des F.M.N., ou si l'on préfère une «non-coïncidence territoriale» entre le champ de l'État-nation et celui de la F.M.N., Murray conclut à un affaiblissement de l'autorité étatique nationale qui se reflète surtout par la rupture du lien traditionnel unissant l'accomplissement de ces fonctions économiques au seul État-nation. Désormais, l'internationalisation du capital s'accompagne d'une substitution ou d'un partage de ces fonctions entre plusieurs agents, les principaux étant les F.M.N. elles-mêmes, les États d'accueil des investissements (étrangers) des F.M.N., les organisations de coopération interétatiques et enfin les États d'origine eux-mêmes.

En plus de faire des firmes multinationales des agents économiques autonomes, libres de toute détermination économique et politique, il nous semble que cette thèse de l'affaiblissement ou de la diminution du pouvoir de l'État-nation débouche sur des conclusions théoriques et politiques pour le moins difficiles à accepter. D'une part, sans nier que les F.M.N. jouent un rôle certain dans la cohésion et le développement de l'économie mondiale, cela ne suffit pas à faire marcher l'économie mondiale sur sa tête. En effet, nous croyons que c'est le développement de l'économie mondiale qui détermine le procès de multinationalisation et non l'organigramme des F.M.N., l'économie mondiale. D'autre part, nous nous demandons si l'on peut considérer, à ce stade de l'internationalisation du capital, les États-nations comme de simples subordonnés passifs des F.M.N. À cet égard, nous croyons, à l'instar de Charles-Albert Michalet, que

c'est l'appartenance nationale qui commande l'extension internationale des firmes et ses modalités. En outre, dans bien des cas, ce mouvement n'est possible qu'avec l'appui des États d'origine : des incitations financières jusqu'au soutien de la force militaire en passant par la diplomatie. Les aires géographiques privilégiées de l'implantation des firmes se modèlent de façon prédominante sur les zones d'influence politique des pays d'origine. En outre, les F.M.N. doivent tenir compte de l'attitude des États d'accueil¹¹.

Enfin, on est en droit de se demander si cette théorie de l'affaiblissement des États-nations — au profit de qui? — ne débouche pas sur un renouvellement de l'ultra-impérialisme ou du super-État; thèse qu'avait développée Kautsky au début du siècle, et qui a depuis été correctement critiquée d'un point de vue politique et théorique entre autres par Lénine et Boukharine¹² et radicalement remise en cause par les contradictions mêmes du développement du M.P.C. depuis ce temps, principalement les deux grandes guerres mondiales.

2.2. LA THÈSE DU RENFORCEMENT DE L'ÉTAT-NATION

Contrairement à la thèse précédente, plusieurs auteurs de tendances fort diverses croient que la progression de l'internationalisation du capital, loin de l'affaiblir, renforce l'État-nation.

Ainsi, critiquant les positions de R. Murray, Bill Warren écrit :

The increasing economic interdependence between economies, (...) precisely because it does make for greater uncertainty and new problems of economic control, forces the national States to become ever more active in their internal economies and their external economic relations. The declining room for manoeuvre of national economies, determined by the exceptionally rapid expansion of trade and financial flows which under their fortunes constantly more dependent upon one another, provokes and ever greater degree of manoeuvring by the respective national states in resistance to the narrowing of their policy options. This in turn means both an ever closer relationship between the State and the large firms both domestic enterprises operating abroad and foreign enterprises operating domestically and, on the whole, a strengthening of the national capitalist State in relation to the constituent firms of the economies concerned¹³.

11. C. A. Michalet, *op. cit.*, pp. 106-107.

12. Lénine, *l'Impérialisme, État suprême du capitalisme*, Éditions du Progrès, Moscou, 1969, N. Boukharine, *l'Économie mondiale et l'impérialisme, esquisse économique*, Anthropos, Paris, 1977.

13. Bill Warren, «How International is Capital», dans Hugo Radice, (édit.), *op. cit.*, pp. 107-134.

De même pour la majorité des Partis communistes occidentaux, principalement le Parti communiste français — P.C.F. — et sa théorie du Capitalisme monopoliste d'État, les rapports entre les différentes formations sociales, au stade actuel de l'internationalisation du capital, sont pour l'essentiel des pressions mutuelles externes entre États indépendants. Selon cette théorie, l'économie mondiale ne constitue pas un complexe de formations sociales articulées entre elles sous la dominance de l'impérialisme américain, mais plutôt la juxtaposition et l'addition de capitalismes monopolistes d'États nationaux.

Dans cette perspective de rivalités inter-impérialistes, l'on est amené à reconnaître une importance accrue à l'État national dont une des tâches primordiales est de promouvoir l'expansion à l'étranger de son propre capital dominant. Ainsi, on peut lire dans le *Traité marxiste d'économie politique* :

L'État doit intervenir de plus en plus, et cela au bénéfice de monopoles transnationaux. L'oligarchie financière a un besoin croissant de l'intervention publique, alors que son capital productif, son capital argent, dépassent le cadre national. Le financement public constitue un maillon indispensable dans la reproduction élargie de capitaux monopolistes qui s'accumulent à l'échelle transnationale. Ces contradictions expliquent la sensibilité plus grande des économies capitalistes aux fluctuations, aux mouvements spéculatifs internationaux. Chaque État impérialiste essaie de réserver le maximum de ressources nationales pour l'exportation des capitaux et, pour ce faire, d'exporter plus de marchandises qu'il en importe. Il crée ainsi le germe de déséquilibres accrus¹⁴.

Un peu plus loin, les mêmes auteurs écrivent :

l'intégration impérialiste se réalise concrètement par voie d'entente entre des États existants. Loin de se traduire par une réduction du rôle de ces États, elle pousse les monopoles à exiger de l'État, dans chaque pays, une intervention plus intensive. Ainsi, dans le Marché commun, au moment même où les États concernés sont amenés à déléguer une partie de leurs attributions à l'administration communautaire, chacun d'entre eux est poussé du même coup à mobiliser ses forces afin d'assurer, aux groupes monopolistiques auxquels il est lié, les meilleures conditions d'accès au marché multinational intégré ou en voie d'intégration¹⁵.

Bien qu'intéressante, cette thèse du renforcement de l'État nous semble néanmoins insatisfaisante. Nous croyons que la principale lacune de cette thèse est de ne pas tenir compte assez du rôle que joue l'État-nation dans le procès d'interpénétration international des monopoles ou, autrement dit, de ne pas mettre à jour les rapports de l'État national avec les capitaux étrangers pénétrant sur son territoire. Cela s'explique par une double réduction de l'internationalisation du capital.

D'une part, chez Bill Warren et compagnie :

on n'admet comme seule ligne de clivage structurel de la chaîne impérialiste que celle qui existe entre métropoles et formations dominées, ce clivage étant lui-même saisi de façon uniforme tout au long de l'histoire de l'impérialisme. Les contradictions inter-impérialistes au sein même de la zone des métropoles revêtiraient actuellement le même sens que dans le passé : ces contradictions seraient situées dans un contexte d'États et de bourgeoisies « autonomes » et « indépendantes » en lutte pour l'hégémonie. Il s'agira ainsi de « bourgeoisies nationales » et d'« États nationaux » à rapports simplement externes, la tendance à l'internationalisation n'affectant ici à la limite que les seuls rapports du marché¹⁶.

D'autre part, au P.C.F., où, réduisant l'internationalisation du capital à l'internationalisation des ... seules forces productives et non des rapports de productions capitalistes, on est ainsi amené à poser les rapports État/internationalisation du capital « comme « pressions » mutuelles externes entre Bourgeoisies et États nationaux autonomes et indépendants par ailleurs¹⁷ ».

14. *Traité marxiste d'économie politique, le capitalisme monopoliste d'État*, Paris, Éditions Sociales, t. II, pp. 97-98.

15. *Ibid.*, p. 175.

16. *Les classes dans le capitalisme d'aujourd'hui*, Paris, Seuil, « Politique », 1974, p. 45.

17. *Ibid.*, p. 45.

2.3. LA THÈSE DE L'INTÉRIORISATION

Analysant les conséquences de l'internationalisation du capital sur les différents États ouest-européens par le biais de la question des bourgeoisies nationales, Nicos Poulantzas, dans son article « L'internationalisation des rapports capitalistes et l'État-nation », apporte une contribution stimulante à l'étude des rapports État/Économie mondiale.

Après avoir signalé la domination du capital américain au sein de la chaîne impérialiste et la dépendance des sociétés ouest-européennes, Poulantzas est amené, afin de rendre compte des rapports capital U.S. — bourgeoisies européennes-État, à proposer un concept nouveau : la bourgeoisie intérieure.

Cette bourgeoisie (...) ne possède plus, à des degrés inégaux dans les diverses formations impérialistes, les caractères structurels de la bourgeoisie nationale. En raison de la reproduction du capital américain au sein même de ces formations, d'une part, elle est imbriguée, par de multiples liens de dépendance, aux procès de division internationale du travail et de concentration internationale du capital sous la dominance du capital américain : ce qui peut aller *jusqu'à* prendre la forme d'un transfert d'une partie de la plus-value au profit de ce capital ; d'autre part, qui plus est, en raison de la reproduction induite des conditions politiques et idéologiques de cette dépendance, elle est affectée par des effets de dissolution de son autonomie politico-idéologique face au capital américain.

Pourtant, d'un autre côté, il ne s'agit pas d'une simple bourgeoisie compradore : elle possède une assise économique et une base d'accumulation propres *à la fois* à l'intérieur de sa formation sociale, la domination du capital américain n'affectant pas les économies des autres métropoles de la même façon que celles des formations périphériques *et* à l'extérieur¹⁸.

En somme, c'est par le biais des bourgeoisies intérieures qu'est assurée au sein de l'État national la reproduction de la domination du capital américain ou si l'on préfère la dépendance propre à chaque formation sociale ouest-européenne. Ainsi, Poulantzas écrit : « Ces États prennent eux-mêmes en charge les intérêts du capital impérialiste dominant dans son développement au sein même de la formation « nationale », à savoir dans son intériorisation complexe à la bourgeoisie intérieure qu'il domine »¹⁹.

Enfin, la prise en charge par ces États des intérêts du capital américain « intériorisé » se fait de façon directe — subventions publiques, exonération fiscale, etc. — et indirecte — politique industrielle de chaque État.

Si intéressante et originale que soit cette thèse de l'intériorisation, trop brièvement résumée ici, elle suscite quand même deux remarques critiques de notre part. La première concerne l'analyse unidimensionnelle de Poulantzas qui n'insiste que sur les effets de la poussée de l'internationalisation du capital au sein de chaque formation sociale. Ce faisant, il nous semble qu'il néglige la mise à jour des luttes de résistance à la reproduction intériorisée de la domination américaine et surtout semble exclure ou, à tout le moins, secondariser, les classes sociales dominées de ces luttes, comme si ces dernières n'opposaient entre elles que les seules bourgeoisies et leurs différentes fractions. Qui plus est, cette position de Poulantzas sous-entend que la Bourgeoisie nationale forme une classe homogène. Nous estimons au contraire que dans toute formation sociale capitaliste, la bourgeoisie est fractionnée et traversée de luttes — évidemment non-antagoniques — entre ses différentes composantes et que son unité est toujours à construire/reconstruire.

Notre seconde remarque porte sur l'argument avancé par Poulantzas voulant que l'internationalisation du capital ait comme conséquence première l'élimination des bourgeoisies nationales. Nous croyons qu'avant de faire « disparaître » les bourgeoisies nationales au profit des bourgeoisies intérieures, il faudra montrer, ce qu'à notre avis Poulantzas ne fait pas, d'une part, qu'il n'existe plus de sphère d'accumulation et de reproduction pour la bourgeoisie nationale de chacune des formations sociales, et d'autre part que l'internationalisation du capital fait perdre la cohésion politique et idéologique qui

18. N. Poulantzas, *op. cit.*, p. 79.

19. *Ibid.*, p. 80.

caractérise la Bourgeoisie nationale. De notre côté, nous proposerions plutôt l'hypothèse qu'il existe encore dans les métropoles impérialistes une bourgeoisie nationale — au sens où cette dernière a une sphère d'accumulation et de reproduction élargie de même qu'une certaine cohésion politico-idéologique — dont une ou des fractions, à cause principalement de leur convergence d'intérêts avec l'impérialisme américain intériorisent ou prennent en charge les intérêts de ce dernier. Mais cela, seule l'analyse des différentes situations concrètes pourra le confirmer ou l'infirmer.

3. UNE REFORMULATION DE LA QUESTION

À partir de cette analyse rapide du débat actuel sur les rapports État/internationalisation du capital d'une part, et de l'internationalisation du capital dont les caractéristiques principales sont la délocalisation de la production de la plus value, la domination américaine et le maintien des Formations sociales nationales d'autre part, nous pouvons maintenant avancer notre proposition sur la nature des rapports État/Économie mondiale.

Pour ce faire, nous commencerons par définir ce que nous entendons par État pour, par la suite, mettre en rapport État et internationalisation du capital.

3.1. L'ÉTAT ET LA DOMINATION DE CLASSE

Il va de soi que les quelques lignes qui suivent ne se veulent pas un simple rappel académique de lieux communs théoriques à propos de l'État. Est-il nécessaire de préciser que l'analyse des rapports État/internationalisation du capital ne sera pas menée de la même façon selon que l'on considère l'État comme un arbitre au-dessus des classes sociales ou encore comme un agent participant de la domination de classe au sein d'une société.

Parce qu'il apparaît là où sont présents des rapports sociaux conflictuels, l'État a pour fonction principale de reproduire les rapports sociaux et d'organiser la domination de classe qui les caractérise. Concrètement cela se matérialise dans un « ensemble d'institutions et de normes (est) destiné à régler le fonctionnement de la société de manière à permettre la reproduction constante des conditions économiques, idéologiques et juridico-politiques qui assurent la reproduction des rapports de domination d'une classe sur les autres »²⁰. Cela signifie que l'État a pour fonction générale de maintenir la cohésion d'une formation sociale et la domination de classe qui la caractérise ou la définit.

Ainsi, le rôle principal de l'État à l'égard des classes dominantes est d'unifier ces dernières, d'instaurer ces classes en classes politiquement dominantes et d'organiser leur domination politique de classe. Ce qui implique que dans le mode de production capitaliste, l'État — capitaliste — a pour rôle fondamental de « constituer la bourgeoisie en classe politiquement dominante »²¹.

Cependant, parce que la bourgeoisie n'est pas une classe politiquement homogène et qu'elle est constituée de diverses fractions de classes, toutes présentes mais à des degrés certes inégaux sur le terrain de la domination politique formant ainsi le Bloc au Pouvoir²² :

L'État capitaliste doit toujours détenir une autonomie relative par rapport à telle ou telle fraction du bloc au pouvoir (y compris par rapport à telle ou telle fraction du capital monopoliste lui-même) afin d'assumer son rôle d'organisateur politique de l'intérêt général de la bourgeoisie (de « l'équilibre instable des compromis » entre ses fractions disait Gramsci) sous l'hégémonie d'une de ces fractions²³.

Cette autonomie relative de l'État à l'égard des classes dominantes signifie que la domination politique possède ses propres mécanismes de reproduction. Il en résulte :

20. Martha Harnacker, *les Concepts élémentaires du matérialisme historique*, Bruxelles, Éditions Contradictoires, 1974, p. 108.

21. Nicos Poulantzas, *l'État, le pouvoir de socialisme*, Paris, P.U.F., « Politique », 1978, p. 138.

22. Sur le concept de Bloc au pouvoir, voir Nicos Poulantzas, *Pouvoir politique et classes sociales*, Paris, Maspero, 1972, vol. II, pp. 52 à 77.

23. Nicos Poulantzas, « Les transformations actuelles de l'État, la crise politique et la crise de l'État », in *la Crise de l'État*, sous la direction de N. Poulantzas, Paris, P.U.F., « Politique », 1976, p. 37.

un rapport fondamentalement problématique et contradictoire de la bourgeoisie à l'égard de « son » État : la lutte pour la direction politique (hégémonie) au sein de la classe bourgeoise, les divergences politiques entre capitaux individuels et fractions de classe et la transposition de ces conflits au niveau de l'appareil d'État produisent des conflits et frictions permanents à la fois entre l'appareil d'État et les classes dominantes, et au sein même de l'appareil²⁴. »

La politique de l'État en faveur du Bloc au pouvoir est donc l'effet du fonctionnement des contradictions de classes au sein de l'État qui concrètement revêtent « la forme de contradictions internes entre les diverses branches et appareils de l'État, et au sein de chacun d'eux, selon des lignes de direction à la fois horizontales et verticales »²⁵.

Si le rôle de l'État à l'égard des classes dominantes est d'organiser leur domination de classe par le biais d'une politique à long terme qui résulte de l'entrecroisement des contradictions entre les classes et fractions de classes dominantes ainsi qu'entre les différents appareils d'État (partis politiques, exécutif, législatif, gouvernement, armée, etc.), force est de constater que ce même État ne remplit pas du tout les mêmes fonctions à l'égard des classes dominées.

Dans le M.P.C., l'État ne peut accomplir son rôle à l'égard des classes dominantes, à savoir constituer la bourgeoisie en classe politiquement dominante qu'en « désorganisant-divisant en permanence les classes dominées, en les polarisant vers le bloc au pouvoir et en court-circuitant leurs organisations propres »²⁶.

Cette désorganisation des classes dominées, l'État ne la réalise pas seulement par le biais de son appareil répressif. Il le fait en érigeant certaines classes ou fractions des classes dominées en classes appuis du bloc au pouvoir, en passant des alliances-compromis avec ces dernières qui se matérialisent concrètement dans la charpente de tel ou tel appareil d'État. Ainsi,

si tel ou tel appareil revêt le rôle dominant au sein de l'État (partis politiques, parlement, exécutif, administration, armée), c'est non seulement parce qu'il concentre le pouvoir de la fraction hégémonique, mais parce qu'il réussit également, et en même temps, à cristalliser le rôle politico-idéologique de l'État à l'égard des classes dominées. Plus généralement, les divisions et contradictions internes de l'État, parmi ses diverses branches et appareils, au sein de chacun d'eux, dans le personnel d'État, sont dues aussi à l'existence des luttes populaires dans l'État²⁷.

Cependant, on ne peut réduire les rapports État/classes dominées à la seule désorganisation de ces dernières par l'État. Il faut voir de plus que les classes dominées ont aussi une « présence » spécifique au sein de l'État. Cette « présence » se manifeste premièrement sous forme de foyer d'opposition au pouvoir des classes dominantes, ce qui n'implique absolument pas qu'on retrouve dans l'État des appareils concentrant le pouvoir des classes dominées ou encore une situation de double pouvoir — classes dominées/classes dominantes, et deuxièmement, sous une forme médiatisée :

celle-ci concerne l'impact des luttes populaires dans les contradictions entre classes et fractions dominantes elles-mêmes. Les contradictions entre bloc au pouvoir et classes dominées interviennent directement dans les contradictions au sein du bloc au pouvoir. Pour n'apporter qu'un seul exemple, la baisse tendancielle du taux de profit, élément primordial de division au sein de la classe capitaliste (dans la mesure notamment où une contre-tendance à cette baisse réside dans la dévalorisation de certaines fractions du capital) n'est finalement que l'expression de la lutte des classes dominées contre l'exploitation²⁸.

3.2. L'ÉTAT ET L'INTERNATIONALISATION DU CAPITAL : L'INTÉRIORISATION POLITIQUE

Compte tenu, d'une part, que l'internationalisation du capital ne provoque ni la disparition des Formations sociales nationales ni la formation d'un Super-État ou encore

24. Joachim Hirsch, « Remarques théoriques sur l'État bourgeois et sa crise », in *la Crise de l'État*, op. cit., p. 107.

25. N. Poulantzas, *l'État, le pouvoir, le socialisme*, op. cit., p. 145.

26. *Ibid.*, p. 154.

27. *Ibid.*, p. 156.

28. *Ibid.*, p. 158.

« l'affaiblissement » de l'État-nation et, d'autre part, que l'État est un appareil de domination de classes, nous proposons d'analyser les rapports État/internationalisation du capital à partir d'une perspective qui tout en *conjuguant les facteurs internes* à une société (la configuration des rapports et luttes de classes, le type de domination politico-idéologique et de résistance populaire) et les *facteurs externes* (développement de la nouvelle division internationale du travail, contradiction de l'économie mondiale, etc.) postule que l'*intériorisation politique*, c'est-à-dire la prise en charge par l'État du capital impérialiste étranger est la forme dominante des rapports État/internationalisation du capital. Cette intériorisation politique s'explique non seulement par les convergences d'intérêts entre les classes dominantes d'une formation sociale et le capital étranger mais aussi par l'état de la résistance des classes dominées à l'exploitation et à la domination politico-idéologique des classes dominantes.

Au fond, la question est de savoir pourquoi la pénétration du capital étranger prend des formes différentes d'une formation sociale à l'autre ? Pourquoi s'y oppose-t-on farouchement dans certaines formations sociales alors que dans d'autres cas, le Canada par exemple, c'est la politique de la porte ouverte ? Même s'ils interviennent, ce ne sont sûrement pas les seuls arguments de proximité géographique, de langue commune, de facilité de transport qui peuvent à eux seuls expliquer la politique canadienne par exemple. Notre hypothèse est que ce sont les facteurs internes à une société, ses contradictions de classes, le stade de développement atteint, le type de bourgeoisie et de classes dominées, bref, l'état des luttes de classes, qui moulent ou intériorisent les facteurs externes, à savoir : la pénétration du capital impérialiste étranger, la place occupée dans la division internationale du travail.

À l'instar de F.H. Cardoso, nous croyons que :

les rapports entre forces internes et forces externes forment un tout complexe dont les liens structurels ne se basent pas sur de simples formes externes d'exploitation et de coercition, mais plongent leurs racines dans les convergences d'intérêt entre les classes dominantes d'un pays donné et les classes internationales et que les groupes et les classes dominées locales peuvent remettre en question²⁹.

La pénétration impérialiste dans une formation sociale est le résultat de forces sociales externes — F.M.N., nouvelle division internationale du travail, technologie étrangère, etc. — qui sont intériorisées à travers et par les classes sociales de la société de la société de référence qui « tentent de renforcer les intérêts étrangers, non tant parce qu'ils sont étrangers mais parce qu'ils peuvent coïncider avec des valeurs et des intérêts que ces groupes croient être les leurs »³⁰.

Cependant, cette intériorisation politique ne signifie pas que le capital étranger participe directement à la domination politique ou encore qu'on puisse le retrouver à l'intérieur même du Bloc au pouvoir. Ainsi, à partir de l'exemple français, Nicos Poulantzas écrit que la présence des capitaux impérialistes américain et allemand dans le Bloc au pouvoir est, en France,

assurée par certaines fractions de la bourgeoisie française et par l'état d'internationalisation qui affecte celles-ci, bref, par leur intériorisation et représentation au sein même de la bourgeoisie française et par la reproduction induite du capital impérialiste dominant dans les métropoles impérialistes³¹.

En somme, pour mener à bien une analyse du rôle de l'État au stade actuel de l'internationalisation du capital, il faut examiner au niveau de chaque formation sociale comment interagissent les facteurs externes et les facteurs internes et mettre ainsi à jour comment le pouvoir politique qui est essentiellement un rapport de domination de classe, a intériorisé et/ou moulé cette conjonction. Ce qui, concrètement, signifie l'étude des différentes forces sociales et politiques en présence et leur impact respectif sur les différentes interventions de l'État.

29. Fernando Henrique Cardoso et Enzo Faletto, *Dépendance et développement en Amérique latine*, Paris, P.U.F., « Politiques », 1978 (1969), p. 11.

30. *Ibid.*, p. 18.

31. N. Poulantzas, *les Classes sociales dans le capitalisme d'aujourd'hui*, op. cit., p. 83.

Nous pouvons maintenant faire un pas de plus dans l'analyse et poser la question du rôle joué par l'État dans l'évolution de l'économie mondiale. À cet égard, nous estimons que, déterminé par les contradictions capitalistes spécifiques qui caractérisent chaque formation sociale ainsi que par les luttes politiques de classes sous-jacentes aux interventions étatiques, l'État exprime et produit l'insertion spécifique de chaque formation sociale au sein de l'économie mondiale.

Pour bien saisir le rôle central joué par l'État dans le mode spécifique d'accumulation tel qu'il se développe au sein d'une formation sociale à la lumière de l'internationalisation du capital, il nous faut absolument préciser la nature des transformations que subit celui-ci au stade du capitalisme monopoliste.

Il va de soi que si l'État voyait son champ d'intervention s'amenuiser et ses fonctions économiques et sociales se réduire, on ne pourrait parler du rôle central joué par l'État dans la conjonction des facteurs externes et des facteurs internes. Au contraire, et c'est précisément parce qu'une des transformations majeures du capitalisme depuis la Deuxième Guerre mondiale est l'élargissement considérable du champ de l'intervention étatique, de ses fonctions économiques et plus généralement du contrôle social exercé par l'instance politique que l'on peut avancer que l'État est effectivement au centre de la production et de la reproduction des rapports sociaux, et du mode d'inscription, d'articulation d'une formation sociale à l'économie mondiale.

L'extension de l'emprise étatique est évidemment modulée dans chaque formation sociale par les changements affectant le mode d'accumulation du capital et les rapports de production — plus particulièrement l'extension et les mutations du rapport salarial — ainsi que par les transformations qui marquent les rapports sociaux. Ainsi, pour prendre l'exemple canadien, on constate que les transformations majeures du rôle et du champ d'action de l'État s'enracinent principalement dans les contradictions de la grande crise des années 1930 et dans les exigences liées à la mise en œuvre d'une économie de guerre entre 1940 et 1945. Pour utiliser une formule plus lapidaire et qui pose correctement le problème d'un point de vue théorique nous dirons que les transformations structurelles qui affectent le rôle actuel de l'État et qui ont pour résultat d'en faire l'instance dominante dans l'accumulation et la reproduction du capital, s'inscrivent « dans les modifications mêmes des espaces respectifs de l'État et de l'économie »³². En d'autres termes, si l'intervention étatique est devenue le fait majeur dans tous les pays du capitalisme monopoliste, « c'est dans l'exacte mesure où une série de domaines, de « marginaux » qu'ils étaient auparavant (qualification de la force de travail, urbanisme, transports, santé, environnement, etc.), s'intègrent directement, en l'élargissant et en le modifiant, à l'espace-processus même de reproduction et de valorisation du capital (...). C'est cette transformation de l'espace-processus économique qui modifie les points d'impact de l'État et fait qu'il opère de plus en plus au cœur de la reproduction du capital. Parallèlement, l'espace de l'État s'élargit et se modifie dans la mesure où des secteurs entiers de valorisation du capital et de reproduction de la force de travail (capital public et nationalisé entre autres) s'insèrent désormais directement dans l'État »³³.

Cette modification des espaces respectifs de l'économique et du politique induit une réarticulation des fonctions mêmes de l'État au profit des fonctions économiques. C'est-à-dire que si, sous le capitalisme concurrentiel, le rôle économique de l'État était subordonné à ses fonctions idéologiques et répressives, sous le capitalisme monopoliste, « les fonctions économiques détiennent désormais, en raison du rôle actuel de l'État dans l'économie modifiant l'ensemble de l'espace politique, la *place dominante* au sein de l'État »³⁴.

Cette dominance des fonctions économiques de l'État amène une réorganisation de l'action étatique qui implique une subordination des fonctions politico-idéologiques aux fonctions économiques. Cela signifie, entre autres, que ces dernières « sont désormais

32. Il s'agit d'une formule utilisée par N. Poulantzas, dans *l'État, le Pouvoir et le Socialisme*, op. cit., p. 185.

33. N. Poulantzas, op. cit., p. 185.

34. *Ibid.*, p. 185.

directement chargées de la reproduction de l'idéologie dominante : voir notamment le déplacement de l'idéologie dominante vers le technocratisme, vers l'image de l'État garant de la croissance ou du bien-être, bref, l'idéologie de l'État-Providence»³⁵.

Cette dominance du rôle économique de l'État au stade du capitalisme monopoliste déplace le lieu même des contradictions internes de l'État de telle sorte que celles-ci :

ne se localisent pas seulement entre ses actions économiques et ses opérations idéologiques, mais également au sein même de ses actions économiques : notamment entre celles plus directement liées aux nécessités de l'accumulation monopoliste et celles visant, par la réalisation de compromis instables, à l'organisation du consentement des classes dominées. Autrement dit, il s'agit d'une *politique économique* prodigieusement contradictoire en elle-même³⁶.

Réintroduisons ici le procès de l'internationalisation du capital car ce dernier est un élément constitutif de ces modifications des espaces respectifs de l'économique et du politique en ce qu'il transforme l'espace économique en instaurant de nouveaux modes d'accumulation du capital qui implique un déplacement de l'exploitation et une nouvelle division internationale du travail. On peut donc se demander une fois de plus si l'internationalisation du capital n'affecte pas le rôle dominant de l'État au stade du capitalisme monopoliste en changeant le « porteur » de ces interventions économiques à savoir l'État national au profit d'instances super ou supra-étatiques.

Bien qu'il ne fasse pas de doute que la politique économique de chaque État soit de plus en plus déterminée par la « contrainte extérieure » c'est-à-dire la compétitivité sur les marchés mondiaux et la recherche d'un équilibre de la balance commerciale et qu'elle nécessite certaines formes de coordination entre les États, il n'en demeure pas moins que c'est l'État national qui est le porteur de l'accroissement et de la dominance des fonctions économiques parce que ces dernières :

sont en fait des expressions de son rôle politique d'ensemble dans l'exploitation et la domination de classe : elles s'articulent constitutivement à son rôle répressif et idéologique dans le champ de la lutte de classe d'une formation sociale³⁷.

Cependant, si l'internationalisation du capital « n'entame en rien le rôle dominant de l'État dans le stade capitaliste monopoliste »³⁸, force nous est de constater que la façon dont l'État s'acquitte de ses fonctions économiques s'en trouve tout de même affectée. Ainsi, si le rôle dominant de l'État signifie qu'il est désormais le point nodal de la reproduction élargie du capital c'est-à-dire de la reproduction élargie des classes sociales et des rapports sociaux, l'internationalisation du capital place désormais l'État « de plus en plus sous le signe de la division sociale impérialiste du travail, et d'une reproduction capitaliste des classes sociales sur le plan mondial »³⁹. À cet égard, et pour prendre l'exemple des États nationaux européens, on constate que le rôle de ces derniers :

consiste entre autres à reproduire les nouvelles formes de division du travail instaurées entre les États-Unis et l'Europe. Les formes, par exemple, de reproduction élargie de la classe ouvrière, de sa qualification et de sa composition (manœuvres, OS, etc.), les formes et rythmes de reproduction de la nouvelle petite-bourgeoisie (techniciens, ingénieurs, etc.), d'exode des campagnes ou du travail immigré en Europe, et le rôle des États nationaux européens à cet égard, dépendent étroitement de cette division du travail États-Unis/Europe⁴⁰.

Mais il y a plus ! Nous soumettrons l'hypothèse que l'internationalisation du capital induit une nouvelle forme à l'intervention étatique et plus particulièrement à la politique économique des différents États. Dorénavant ces derniers ne peuvent plus se contenter seulement de prendre en charge le capital étranger et stimuler sa venue (subventions, infrastructures, joint-ventures, etc.), ils doivent, compte tenu du développement de l'in-

35. *Ibid.*, p. 187.

36. N. Poulantzas, *op. cit.*, p. 187.

37. N. Poulantzas, *les Classes sociales dans le capitalisme d'aujourd'hui*, *op. cit.*, p. 89.

38. *Ibid.*, p. 88.

39. *Ibid.*, p. 91.

40. *Ibid.*, p. 91.

ternationalisation du capital, consolider leurs domaines de spécialisation afin de conserver ou d'acquérir une position concurrentielle sur les différents marchés mondiaux. En d'autres termes, les rapports pouvoir politique/économie mondiale ont un double effet sur l'intervention étatique. D'une part, c'est l'État qui, compte tenu de la délocalisation de la production, de l'interdépendance accrue des économies due à l'augmentation du flux des échanges commerciaux résultant de l'abolition des barrières tarifaires, détermine le degré « d'ouverture » de l'économie nationale et ce tant au niveau du commerce — ce qui est exporté et importé — que de l'investissement. D'autre part, l'État prend en charge la localisation sectionnelle de l'économie nationale et délimite ainsi dans quelle section de production celle-ci se spécialisera au sein de l'économie mondiale.

Le fondement théorique de l'action économique de l'État se trouve modifié à partir du moment où il est obligé de concevoir son intervention dans le contexte de la concurrence internationale et de la compétitivité de l'économie nationale. Avec le développement de l'internationalisation de la production s'ajoute à la fonction économique traditionnelle dite « de maintenance et de conservation des équilibres économiques et sociaux de base » celle de la « prise en charge du développement de la rupture d'équilibre »⁴¹.

Mais il faut bien voir que l'intervention étatique n'a pas seulement pour effet de spécifier le type d'intégration à l'économie mondiale d'une formation sociale ; elle a aussi un effet de retour sur l'évolution même de l'économie mondiale, au sens où les transformations de cette dernière ne résultent plus seulement du choc des forces économiques mais aussi et surtout du type d'insertion à la division internationale du travail qu'exprime et produit l'État national.

CONCLUSION

La période de croissance fordiste que nous avons connue depuis la Deuxième Guerre mondiale a vu l'État étendre son contrôle sur les principaux instruments d'intervention économique et devenir le principal agent de régulation de l'accumulation capitaliste. Si on ajoute à cela le fait que les modifications structurelles qu'a connues l'économie mondiale au cours de cette même période ont impliqué une interdépendance accrue entre les différentes économies et fait des contraintes extérieures — compétitivité sur les marchés mondiaux, équilibre de la balance commerciale, etc. — un facteur de plus en plus déterminant sur l'évolution de nos sociétés et sur l'intervention économique de l'État, on conviendra qu'il est tout à fait légitime de postuler que l'étude de l'intégration d'une formation sociale à l'économie mondiale, passe désormais et nécessairement par l'examen du rôle qu'y joue l'État.

En conclusion, nous voudrions simplement indiquer ici et de façon très schématisée les balises théoriques essentielles à l'analyse des rapports État/Économie mondiale. Elles sont au nombre de deux.

1) Nécessité d'une théorie de la différenciation. L'analyse des rapports de la différenciation capable de rendre compte de la place occupée par chaque formation sociale au sein de l'économie mondiale. Cela signifie que la mise à jour des déterminants structurels de l'action étatique passe dans un premier temps par la définition de la dynamique spécifique des rapports sociaux conflictuels propres à chaque formation sociale et dans un deuxième temps par la mise en rapport de cette dynamique avec celle plus globale de l'économie mondiale.

2) Dans l'analyse des rapports État/Économie mondiale, montrer d'une part, que l'État est agent/reflet, exprime et produit le type d'insertion d'une formation sociale dans l'économie mondiale, lui-même déterminé par la conjonction des facteurs internes (l'état de la lutte de classes) et externes (les contradictions de la division internationale du travail). D'autre part, montrer que l'État-Nation est le principal agent de régulation non seulement d'économie nationale, mais d'économie nationale inscrite, articulée à l'écono-

41. Sur ces appellations des fonctions économiques de l'État, voir Erhard Friedberg, *L'Internationalisation de l'économie et les modalités d'intervention de l'État : la politique industrielle*, P.U.G., 1974, p. 95 et ss.

mie mondiale et que l'intervention économique de l'État participe directement à l'intégration d'une formation sociale au sein de l'économie mondiale de même qu'aux transformations structurelles de cette dernière.

L'objet du présent texte est de montrer l'importance de l'intervention étatique nationale dans le développement de l'économie mondiale de même que la détermination de plus en plus grande de la division internationale du travail sur les politiques de l'État-nation. L'auteur développe son étude des rapports pouvoir politique/économie mondiale en trois temps. Après une mise à jour des principales transformations de l'économie mondiale depuis la Deuxième Guerre mondiale et un rapide survol de la littérature portant sur les rapports État/économie mondiale, l'auteur propose sa propre reformulation du problème qui a pour axes principaux : d'une part, l'intériorisation politique qui signifie que les politiques étatiques résultent de la conjonction des facteurs internes (les configurations des luttes des classes de la société de référence) et externes (la contradiction de la division internationale du travail); et d'autre part, la nécessité d'une théorie de la différenciation capable de rendre compte de la place occupée par chaque formation sociale et chaque état dans l'économie mondiale.

SUMMARY

The object of this paper is to demonstrate the importance of state intervention on the national level in the development of world economy, and of the increasing extent to which the politics of the nation state are determined by the international division of labor. The author develops his analysis of the relationships between political power and world economy in three stages. After an update of the main transformations of world economy since the Second World War, and a rapid overview of the literature on the relationships of the state to world economy, he proposes his own reformulation of the problem around two main axes : on the one hand, political internalization, by which he means that state policies result from the coming together of internal factors (configurations of class struggles of the society in question) and external ones (contradiction of the international division of labor); and, on the other hand, the necessity of a theory of differentiation which can account for the place which each social formation and each state occupies in the world economy.

RESUMEN

El objeto de este texto es de mostrar la importancia de la intervención estatal nacional en el desarrollo de la economía mundial y también la determinación cada vez más grande de la división internacional del trabajo sobre las políticas del Estado-nación. El autor desarrolla su estudio de las relaciones entre el poder político y la economía mundial en tres partes. Primero, presenta las principales transformaciones de la economía mundial después de la segunda guerra mundial. Seguidamente, examina rápidamente las publicaciones que tratan de las relaciones entre el Estado y la economía mundial. Finalmente, propone su propia reformulación del problema, que tiene por ejes principales : por una parte, la interiorización política, lo que significa que las políticas estatales resultan de la suma de factores internos (configuración de la lucha de clases en una sociedad dada) y externos (contradicción de la división internacional del trabajo); y por otra parte, la necesidad de una teoría de la diferenciación capaz de dar cuenta del lugar ocupado por cada formación social y cada Estado dentro de la economía mundial.